



CGT IBM FRANCE

11 boulevard du Mont-d'Est
93160 Noisy-le-Grand

animation@cgt-ibm.fr

Télégrève du vendredi 16 avril 2021

En lutte contre le PSE 2021 et l'externalisation de GTS-IS

Revue de presse



Communiqué de presse CGT IBM-France - 14 avril 2021

IBM France : en grève contre la suppression de 50% des postes

La CGT IBM France organise une journée d'action le vendredi 16 avril 2021, avec appel à la première grève numérique en télétravail, pour protester contre les licenciements secs et l'externalisation d'environ 1300 salariés dans une nouvelle entreprise « NewCo » baptisée Kyndryl.

La perte d'effectifs est programmée en deux temps : un plan de suppression de 1250 postes avant l'été, suivi du transfert au 01/09 d'environ 1000 salariés dans une nouvelle société créée pour l'occasion. Il ne restera en 2022 que la moitié des 5000 salariés actifs actuels (10000 en 2011 soit -75%).

Volet 1 PSE : départs aidés et licenciements secs

Ce plan annoncé en novembre 2020 comporte des mesures d'aide au départ volontaire complétées par des départs contraints. Les multiples réunions d'échanges avec les syndicats n'ont fait bouger la direction qu'à la marge. Elle a fermé le dialogue social avec l'intersyndicale (CGT, UNSA, CFE-CGC, CFDT, CFTC) qui n'a de cesse d'exiger la suppression des licenciements secs inclus dans le PSE.

Volet 2 NewCo / Kyndryl : transferts contraints hors d'IBM dans une société low-cost

Pour les « survivants » du volet 1, la direction IBM prévoit de transférer environ 1000 salariés au 1^{er} septembre dans une entreprise créée pour l'occasion et dont l'actionariat serait à très court terme « totalement indépendant d'IBM ». Ce transfert forcé se heurte à l'hostilité générale des salariés qui le considèrent comme un prélude à des licenciements massifs externalisés. La pérennité de la société est loin d'être assurée en raison de la défiance des sociétés clientes qui se sentent trahies par l'annonce d'IBM d'abandonner ce secteur d'activité. La scission met en péril l'avenir des deux sociétés et de leurs salariés.

Les experts missionnés par le CSE Central sur le PSE confirment l'analyse de l'intersyndicale :

- La situation économique d'IBM France ne justifie pas un PSE de cette envergure, PSE qu'IBM peut par ailleurs financer entièrement sous forme de départs volontaires comme d'autres groupes internationaux s'y sont engagés.
- La situation économique d'IBM Corp. est saine, malgré la pandémie actuelle de Covid-19.

Ces projets IBM dit « de transformation » pénaliseront aussi la collectivité nationale :

- Augmentation du nombre de demandeurs d'emplois, notamment dans les Régions, où tous les sites sont menacés.
- Perte de compétences dans des domaines sensibles du Numérique, les emplois supprimés en France étant délocalisés en Inde et dans des filiales low-cost rattachées à des paradis fiscaux.

Les salariés, réunis chaque semaine en Assemblée Générale en visioconférence par la CGT IBM, se mettent en grève ce vendredi 16 avril matin. Ils exigent de la direction d'IBM qu'elle abandonne sa position dogmatique sur les licenciements secs dans le cadre du PSE et sur le transfert contraint des salariés à NewCo / Kyndryl.

Contacts CGT IBM-France

José SAINZ, DSC suppléant
Alain LENTINI, NewCo / Kyndryl
Yveline GOSSELIN, Paris

Denis GRAS, DSC titulaire
Frédéric ROUSSEL, NewCo / Kyndryl
Stéphane MOLINE, Montpellier-Tls-Bdx



Suppressions de postes chez IBM France : la CGT lance la première grève numérique de l'Hexagone

Par Dirk Basy, le 15-04-2021

La CGT IBM appelle à une journée d'action le vendredi 16 avril pour protester contre les licenciements secs et l'externalisation d'environ 1.000 salariés dans Kyndril, la spin-off off des services gérés d'infrastructure (jusqu'ici connue sous le nom de Newco). La majorité des salariés étant en télétravail, le syndicat appelle à une « grève numérique », à notre connaissance la première du genre en France.

La réduction d'effectifs prévue par IBM France se fera en deux temps : la suppression de 1.250 postes avant l'été, puis le transfert d'une partie de ces salariés dans Kyndril. « *Il ne restera alors que la moitié des 5.000 salariés actifs actuels* », indique dans un communiqué le syndicat qui rappelle que la filiale française de Big Blue employait 10.000 personnes il y a 10 ans.

Le PSE annoncé en novembre 2020 comporte des mesures d'aide au départ volontaire mais également des départs contraints, ce que conteste d'ailleurs l'ensemble de l'intersyndicale (CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT, UNSA). Cette dernière a publié au début du mois une lettre ouverte à la présidente d'IBM France, Béatrice Kosowski, demandant la suppression de ces licenciements secs. « *Depuis le début de la procédure, l'intersyndicale, représentant la totalité des OS d'IBM affirme ne pas être opposée aux départs volontaires de salariés à condition que la direction abandonne les licenciements contraints, ce que ses moyens et la composition de l'effectif permettent* », rappelle la lettre avant de préciser, « *La mise en place d'un PSE uniquement basé sur le volontariat apparaît donc être la seule solution. Elle permettrait de se rapprocher de votre objectif de départs, sans donner aux salariés le sentiment que les projets de PSE et Newco vont à l'encontre de leurs intérêts personnels et professionnels.* » Le courrier est resté... lettre morte.

Des experts missionnés par le CES ont confirmé l'analyse de l'intersyndicale. « *La situation économique d'IBM France ne justifie pas un PSE de cette envergure, PSE qu'IBM peut par ailleurs financer entièrement sous forme de départs volontaires comme d'autres groupes internationaux s'y sont engagés* », peut-on lire dans leur rapport qui estime que « *la situation économique d'IBM Corp. est saine, malgré la pandémie actuelle de Covid-19* ».

Comme on l'a vu, la CGT est également vent debout contre l'externalisation d'un millier de salariés dans Kyndril. Selon le syndicat, ce transfert est mal vécu par le personnel concerné qui le considère comme un prélude à des sentiments massifs externalisés, et ce malgré le nom choisi pour l'entité. « *« Kyn » est dérivé du mot parenté, faisant référence à la conviction que les relations avec les gens – employés, clients et partenaires – sont au centre de la stratégie et que des relations durables doivent être construites et entretenues. « Dryl » vient de vrille, évoquant une nouvelle croissance et l'idée que – avec ses clients et ses partenaires – l'entreprise travaille toujours à l'avancement du progrès humain* », énonce pourtant Big Blue dans un communiqué publié il y a deux jours.

« *La pérennité de la société est loin d'être assurée en raison de la défiance des sociétés clientes qui se sentent trahies par l'annonce d'IBM d'abandonner ce secteur d'activité. La scission met en péril l'avenir des deux sociétés et de leurs salariés* », assure de son côté la CGT.

Reste à voir si le syndicat, qui n'est pas majoritaire chez IBM France, parviendra vendredi à rassembler au-delà de son camp.



IBM : fini le télétravail, place à la télé-grève pour défendre les emplois

Pierric Marissal Vendredi 16 Avril 2021

Pour s'opposer à des suppression d'emplois et à une scission des activités, le personnel du géant de l'informatique, en grève vendredi, se rassemble via Zoom et Twitch.

En quelques mois, la direction d'IBM France entend diviser son effectif, actuellement de 5 000 travailleurs, par deux. Un quart des postes (1 200) sera supprimé via un « plan de sauvegarde de l'emploi » (PSE), 1 300 autres salariés seront transférés dans Kyndryl, une entreprise qui n'existe même pas encore. Deux lourds événements sociaux qui se cumulent.

Des assemblées générales sur Zoom

Alors, mener une lutte de cette ampleur, sur trois sites distants – Nice, Montpellier et Paris – et en télétravail complet, alors que la direction interdit aux syndicats d'utiliser les moyens de communication internes pour informer les salariés, le défi est de taille. La CGT a donc pris le parti d'organiser, tous les jeudis, des assemblées générales sur Zoom, le logiciel de visioconférence, pour chacun des sites et environ 200 salariés y assistent chaque semaine.

Ce vendredi, les salariés mobilisés de tous les sites se réunissent dès 9 heures. L'assemblée générale et des actions sont prévues toute la matinée, que tout le monde peut suivre sur Twitch (1). Les salariés d'IBM entendent lancer une véritable télé-grève.

Le risque d'une perte de compétences sur le cloud

Le PSE concerne la France. Il n'est aucunement justifié économiquement, selon les syndicats, qui s'appuient sur une expertise et des chiffres têtus : jusqu'à l'annonce de la scission de l'entreprise, les commandes étaient en croissance en France et le groupe IBM monde se porte aussi très bien.

« En plus d'être injustifié, ce plan social met en danger la compagnie, en s'attaquant à des secteurs critiques, comme les commerciaux, dont l'effectif va fondre de 30 % », dénonce la CGT IBM. Le syndicat pointe aussi les risques de baisse de compétences en France dans le domaine du cloud, pourtant stratégique pour le groupe, qui serait délocalisé pour partie en Inde.

Sur le sujet, l'intersyndicale (CGT, Unsa, CFE-CGC, CFDT, CFTC) est soudée et exige l'assurance qu'il n'y aura pas de licenciements secs. *« C'est la menace que fait planer la direction, s'il n'y a pas 1 200 départs en - préretraite ou volontaires, explique la CGT. Mais, vu la pyramide des âges chez IBM, il y a beaucoup de quinquagénaires, encore loin de la retraite, il y aura certainement des licenciements secs. Et se retrouver mis à la porte à 50 ans, cela fait très peur. »*

Une convention collective moins-disante socialement

L'autre grand défi social est la scission de l'entreprise, ou « spin-off » dans la langue de la finance. Le groupe IBM va être coupé en deux, comme son capital. Les activités cloud et intelligence artificielle resteront sous la marque IBM, tandis que l'infogérance, les infrastructures et les services (90 000 salariés dans le monde) seront le cœur de l'activité de Kyndryl.

Dès septembre, la société sera créée, sous la forme d'une filiale dans un premier temps qui va récupérer les 1 300 contrats de travail des salariés concernés. Ceux-ci passeront de la convention collective de la métallurgie à Syntec, la moins-disante socialement, et perdront de nombreux droits.

« Mais ce qui nous inquiète le plus est la viabilité de l'entreprise. Les clients qui ont fait le choix de payer les tarifs IBM pour confier la gestion de l'ensemble de leurs services informatiques à IBM vont-ils continuer de le faire avec Kyndryl, entreprise qui n'existe même pas encore ? s'inquiète la CGT. Certains clients ont déjà fait part de leur mécontentement, voire de leur désaccord ferme. Vu comment c'est parti, on ne donne pas deux ou trois ans à cette nouvelle société. »

(1) Pour suivre et soutenir la télé-grève des salariés d'IBM, rendez-vous ce vendredi dès 9 heures sur twitch.tv/cgtibmfrance. [IBM](#) [mouvement social](#)

Mobilisation numérique pour les grévistes d'IBM

Vendredi 16 avril 2021 Juliette Barot

En "télé-grève" ce vendredi, les salariés d'IBM se sont invités au Comité social et économique (CSE) en ligne pour défendre leurs intérêts.

Les 5 000 travailleurs du géant de l'informatique s'inquiètent d'une double menace. Un plan de suppression de 1 200 emplois est en train d'être finalisé par la société, qui prévoit également de transférer 1 300 de ses salariés dans une filiale externalisée, qui traiterait des infrastructures et services. Une entité promise à une "mort assurée" selon la CGT IBM.

Irruption dans une visio

Pour les salariés, il n'est pas question que ces deux changements soient imposés hors de la base du volontariat des premiers concernés. C'est ce message que plusieurs d'entre eux ont voulu porter en s'invitant au CSE central, qui se tenait en ligne ce vendredi matin. Ce n'est donc pas dans une salle physique qu'ils ont pénétré mais sur un espace de visioconférence, pour quelques secondes seulement. Sans leur avoir laissé le temps de s'exprimer, le directeur des relations sociales a suspendu la réunion.

"Ils nous méprisent"

"Je trouve ça extrêmement violent. En un quart de seconde, ils nous ont mis dehors", déplore un des salariés. "Ils nous méprisent", renchérit une employée chez IBM depuis près de quarante ans. Plusieurs dizaines de travailleurs mobilisés ont tout de même poursuivi leurs discussions en assemblée générale sur Zoom et la plateforme de streaming Twitch pendant toute la matinée. L'occasion de se remémorer une victoire passée, qui avait permis qu'un précédent transfert de salariés ne survienne que sur la base du volontariat.

Les salariés d'IBM France se mettent en "télégrève" : "Nous débattons exactement comme si nous étions dehors"

Pour protester contre un vaste plan de restructuration au sein du groupe informatique, la CGT d'IBM, dont les trois quarts des salariés sont en télétravail, appelle à une "télégrève".

Article rédigé par Juliette Mylle - Radio France

Publié le 16/04/2021 11:14



Le logo d'IBM sur la façade d'un immeuble de Parkstadt Shwabing, au nord de Munich, en Allemagne. (PETER KNEFFEL / DPA)

Comment faire grève quand les trois quarts des salariés sont en télétravail, qu'on ne peut pas distribuer de tracts et que le contexte sanitaire de la pandémie de coronavirus Covid-19 empêche une mobilisation ordinaire ? La CGT d'IBM France, pour protester contre un plan de suppression de 1 250 emplois, a décidé d'innover. La mobilisation se fera en ligne, sur les plateformes de visioconférence Zoom et Twitch : les employés devront se déclarer grévistes de chez eux, ne pas se connecter à leurs outils de télétravail, et se rendre aux réunions de mobilisation en ligne.

"Chacun qui voudra s'exprimer le pourra"

"Cela va être plutôt motivant, indique Serge Kerloc'h, délégué syndical CGT IBM. Cette télégrève est un facilitateur : nous débattons exactement comme si nous étions dehors avec prise de parole publique, micro, etc. Chacun qui voudra s'exprimer le pourra, comme une manifestation sur le trottoir. La direction aura le même message : tant de personnes sont en grève, que l'on soit à distance ou en présentiel."

Pour cette mobilisation d'un type nouveau, la CGT espère au moins 250 grévistes sur les 5 000 salariés que compte IBM France. Et qui sait, peut-être même inspirer des mobilisations dans d'autres entreprises.

Article France Info repris par :





Le journal de 7h30 – Sébastien Laugénie

Vendredi 16 avril 2021



Delphine Simon
Journaliste à France Inter

Sébastien Laugénie, présentateur du journal :

Vous avez aimé le télétravail, voici la télégrève. Difficile d'organiser des piquets de grève par temps de pandémie, alors les salariés d'IBM vont se rassembler sur Zoom, le logiciel de visioconférence, mais derrière cette contestation numérique, c'est une colère immense pour les salariés. La direction va diviser par deux ses effectifs d'ici la fin de l'année.

Delphine Simon :

Une vague de départs volontaires avec, c'est une première, des licenciements secs. C'est incompréhensible et injustifié pour la CGT. « *Pas question de rester passifs même s'il est difficile de mobiliser alors que le télétravail est désormais la norme* », reconnaît le délégué CGT Denis Gras, d'où l'idée de cette première grève numérique. « *On appelle les salariés donc à une télégrève, à pointer en grève auprès de votre manager 1^{ère} ligne, vous pouvez tout simplement déclarer que vous avez été absent pour cause de grève.* »

Autre inquiétude : IBM se sépare à la rentrée de sa branche de gestion informatique traditionnelle. Un millier de salariés seront transférés dans une nouvelle entité à l'avenir incertain. Il s'agit désormais d'investir dans le cloud hybride et l'intelligence artificielle.

Mais le mouvement sera-t-il suivi ? « *En tout cas, les syndicats jouent leur rôle* », justifie le délégué CGT. « *On pense que ce sera suivi pour partie malgré la crise sanitaire et malgré les restrictions qui sont soit d'ordre légal soit imposées par IBM. On essaie de faire en sorte que les salariés se défendent.* »

Une journée d'action à laquelle l'intersyndicale n'a pas souhaité s'associer même si à l'image de la CFDT, elle conteste la justification économique des licenciements.

En « télégrève », les salariés d'IBM envahissent une réunion virtuelle

Pour protester contre un vaste plan de restructuration au sein du groupe informatique, une centaine d'employés se sont invités au CSE en ligne. Une première dans l'Hexagone.

Maxime François



D'après les syndicats, sur le site de Nice, une centaine de postes sur les 400 seraient menacés, ainsi que 35 environ des 130 du site de Sophia Antipolis (photo)

« Une manif virtuelle en visioconférence » suivie d'une « invasion de salle numérique en plein comité social et économique (CSE) ».

Ce vendredi, une centaine de salariés du géant de l'informatique américain IBM – sur les 5000 salariés que compte l'entreprise en France – ont inauguré la « télégrève » (la grève adaptée au télétravail) et réussi à interrompre une réunion en ligne avant d'en être chassés. Cette nouvelle manière de se mobiliser numériquement à l'heure du travail à distance et dans un contexte sanitaire qui empêche toute action ordinaire – et distribution de tracts au pied des sièges d'entreprise – est une première dans l'Hexagone.

« Les salariés qui ont répondu à notre appel à la grève ont envahi la salle de la plate-forme Webex du CSE en se connectant au même moment. On a alors tous entendu des *bip bip bip* frénétiques puis on a vu apparaître des dizaines de fenêtres de connexion qui s'ouvraient en même temps », relate avec satisfaction José Sainz, délégué syndical de la CGT, tout en qualifiant de « succès » le fait d'avoir « réussi à organiser cette grève numérique au sein d'un groupe américain. » Le directeur des relations sociales a eu un moment de panique car il avait oublié de cocher le contrôle d'accès numérique poursuit également Serge Lerloc'h, également syndicaliste CGT. Il a évacué la salle en ligne en cliquant à toute vitesse sur les fenêtres de connexion pour faire sortir tout le monde avant de se faire totalement envahir virtuellement. Il a ensuite regretté son geste, expliquant qu'il ne reconnaissait pas les salariés dont certains avaient changé leurs noms pour des pseudos *IBM en grève*. » Le représentant syndical précise que les salariés d'IBM sont environ « 250 » à assister « chaque jeudi aux AG virtuelles » depuis l'annonce de la réorganisation de l'entreprise, début octobre.

1251 suppressions de postes prévues en France

Avant de mener l'opération, et pour se coordonner, les grévistes s'étaient donné rendez-vous sur les plateformes de visioconférence Zoom et Twitch. « Finalement c'est un envahissement assez classique de comité d'entreprise, sauf que pour le réussir, il a fallu s'adapter, faire des tests de connexion en amont, relate un salarié. Ça a marché et on a pu montrer à la direction que l'on peut encore se mobiliser, que l'on soit à distance ou en présentiel et malgré le fait qu'on nous délocalise au bout d'une ligne informatique qu'ils peuvent couper d'un seul clic. »

La grève intervient après quatre mois de négociations infructueuses avec la direction concernant le plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) et le transfert de l'activité de maintenance informatique vers une nouvelle filiale. Dans ce cadre, selon l'intersyndicale, 1251 suppressions de postes sont prévues chez IBM France, avec prioritairement des départs volontaires, soit environ un quart des effectifs.

Le transfert d'un autre quart (jusqu'à 1400 postes) vers une nouvelle structure, nommée NewCo-Kyndryl, serait envisagé dans le cadre de la réorganisation mondiale du groupe. Une situation contre laquelle tous les syndicats se sont opposés, d'autant que le plan prévoit des licenciements. Pour ces derniers, ce PSE n'est pas justifié par la situation économique de l'entreprise. Sur le site de Nice, en première ligne ce vendredi, une centaine de postes sur les 400 seraient menacés, ainsi que 35 environ des 130 du site de Sophia Antipolis.

Ces suppressions s'inscrivent dans une restructuration mondiale d'IBM qui touche plus de 20 % des effectifs en Europe, environ 10000 personnes, selon les syndicats majoritaires. Contactée au sujet de la « télégrève » et du PSE, la direction d'IBM n'a pas souhaité faire de commentaires.

IBM : tentative d' "invasion numérique" par des salariés en "télégrève"

Paris - La grève à l'heure numérique a pris un tour inattendu vendredi chez IBM, des salariés appelés à la "télégrève" (grève du télétravail), ayant tenté une "invasion numérique" pour interrompre une réunion centrale en ligne, avant d'en être évincés, a-t-on appris de sources syndicales.

Par AFP

Publié le 16/04/2021 à 13:28



"A 9H43 ce vendredi matin certains des 78 salariés ayant répondu à notre appel à la grève numérique ont commencé à envahir la salle (de la plateforme) WebEx du CSE (comité social et économique) central en se connectant de manière intempestive", a raconté à l'AFP José Sainz, délégué syndical de la CGT.

"On a entendu des bip, bip, bip intempestifs lorsque les télégrévistes se sont connectés avant de se faire couper l'accès par le directeur des relations sociales, Olivier Laurens", a ajouté M. Sainz, en qualifiant d'"exploit" le fait d'avoir "réussi à mettre en grève (numérique) près de 80 cadres français travaillant pour un groupe américain".

"De là à ce qu'ils nous envoient des CRS numériques la prochaine fois, il n'y a qu'un pas", a-t-il ajouté, en assurant que les salariés d'IBM étaient "nombreux" à assister "chaque jeudi aux AG virtuelles" depuis l'annonce de la réorganisation d'IBM, début octobre.

Franck Setruck (CFE-CGC) a confirmé à l'AFP l'incident en CSE central, en précisant que l'intersyndicale élargie à l'ensemble des syndicats représentatifs (Unsa, CFE-CGC, CFDT, CFTC) auxquels la CGT n'a pas souhaité se joindre, ne s'y était pas associée.

Selon l'intersyndicale, 1.251 suppressions de postes sont prévues depuis le 16 décembre chez IBM France dans le cadre d'un Plan de sauvegarde de l'emploi avec prioritairement des départs volontaires, soit environ un quart des effectifs (sur 5.000 au total). Le transfert d'un autre quart (jusqu'à 1.400 postes) vers une nouvelle structure NewCo/Kyndryl est également envisagé dans le cadre de la réorganisation mondiale du groupe, selon les syndicats.

Ces suppressions de postes s'inscrivent dans une restructuration mondiale d'IBM qui touche plus de 20% des effectifs en Europe, environ 10.000 personnes, selon les syndicats majoritaires.

Interrogée par l'AFP, la direction d'IBM n'a pas souhaité faire de commentaire et dit ne "pas avoir connaissance d'un quelconque incident".

Autres organes de presse ayant repris intégralement la dépêche AFP

(*texte identique à celui de l'Express*)

Le Point

**SUD
OUEST**

**ouest
france** 

LA CROIX

LE FIGARO • fr

yahoo!actualités

Challenge^s

MEDIAS24
La référence de l'information économique

**FRANCE
24** 

TV5MONDE

La Minute
info

Capital.fr

 **FRENCHWEB.FR**
Le magazine de la transformation numérique

les affaires

ABC
BOURSE

SOLUTIONS
numériques 

Une télégrève chez IBM France va toucher les sites de Nice et Sophia-Antipolis



Par Marylène Iapichino publié le 16 avril 2021 à 7h22

Les salariés d'IBM France sont appelés à faire une télégrève ce 16 avril 2021. Les sites de Nice et Sophia-Antipolis (Alpes-Maritimes) en font partie. C'est une grève adaptée à la situation sanitaire, une télégrève, pour prendre en compte le nombre important de salariés en télétravail.

Vendredi 16 avril 2021, les syndicats du groupe **IBM France**, une entreprise de services informatiques, appellent les salariés à cesser leur activité de 9h à 12h, une assemblée générale se tiendra alors sur zoom.

Les sites de Nice et Sophia-Antipolis (Alpes-Maritimes) participent au mouvement.

Des licenciements contraints

Une grève qui intervient après des **tentatives de négociation avec la direction** concernant le **Plan de sauvegarde de l'emploi (PSE)** et le **transfert de l'activité d'infogérance** vers une nouvelle filiale, les deux suscitant de nombreuses inquiétudes chez les syndicats.

« La direction n'a pas répondu sur le fond », explique **Frédéric Roussel**, représentant syndical CGT au Comité économique et social central d'IBM France qui travaille dans l'infogérance à Nice, **25% des effectifs sont appelés à être supprimés**, du jamais vu chez IBM. »

Une situation contre laquelle tous les syndicats que composent l'entreprise se sont levés, d'autant plus que le plan prévoit des licenciements contraints « alors que nous aimerions passer vers un plan de départ volontaire » poursuit Frédéric Roussel.

Plus de cent postes menacés à Nice et Sophia-Antipolis

Selon eux, ce plan de sauvegarde de l'emploi n'est même pas justifié par la situation économique de l'entreprise. Des propos qu'ils appuient par le **rapport d'expertise** sur le PSE d'IBM réalisé par un cabinet d'expertise missionné par le comité économique et social central qui conclue que « la sauvegarde de la compétitivité ne peut être invoquée pour justifier un plan d'une telle ampleur. La réorganisation vise essentiellement à conserver les marges en améliorant la profitabilité. »

Une centaine de postes sur les 400 du site de Nice seraient menacés ainsi que **35 des 130** du site de Sophia-Antipolis. Au niveau national se sont **1 251 postes sur 5 000 qui sont voués à être supprimés**.

L'infogérance confié à une filiale

Des suppressions de poste auxquelles s'ajoutent le transfert de l'une des activités de la boîte, l'infogérance (les opérations courantes des données pour les clients), vers une nouvelle entreprise qui sera créée, une filiale qui à terme devrait devenir indépendante.

« Pour les salariés concernés, nous avons simplement l'impression que c'est un plan de licenciement déguisé, ajoute Frédéric Roussel inquiet, le PSE ajouté à ce transfert d'activité, c'est **la moitié de l'effectif total d'IBM France qui disparaît avant la fin de l'année**. »

À Nice, 160 personnes font partie de l'activité infogérance, 1 300 au niveau de la France.

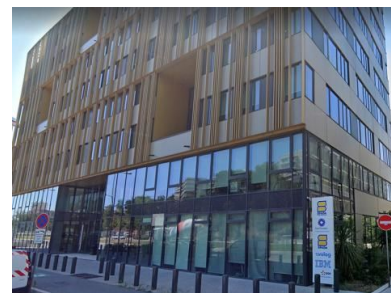
La mise en œuvre du PSE aurait dû débuter le 19 avril 2021, elle a été repoussée au mai pour se terminer fin août. Le transfert quant à lui devrait avoir lieu début septembre.

Suppressions de postes à IBM : première grève numérique en télétravail

Posté mercredi 14/04/2021 - 15:43

Par Jean-Pierre Largillet

(Photo : The Crown, le bâtiment d'IBM à Nice Meridia depuis son départ du site emblématique de La Gaude qui a accueilli jusqu'à 2.000 personnes).



Annoncée en fin d'année dernière, la réduction d'effectifs à IBM France se précise : 1.250 postes (dont 70 sur la Côte d'Azur) seraient supprimés par le PSE tandis que 1.000 autres postes (dont 150 à Nice) seraient transférés dans Kyndryl, une société autonome. Pour s'opposer à cette opération, la CGT IBM France lance un appel à la première grève numérique en télétravail. Un mouvement marqué ce matin par une « invasion numérique » des « télégrévistes » dans la réunion WebEx du Comité économique et social.

C'est une sévère réduction d'effectifs, annoncée fin décembre, et qui se précise aujourd'hui pour IBM France. Pour protester contre les licenciements secs et l'externalisation d'environ 1300 salariés dans une nouvelle entreprise "NewCo" renommée Kyndryl voilà deux jours, la CGT IBM France organise une journée d'action ce vendredi 16 avril, avec appel à la première grève numérique en télétravail. Un mouvement qui a été marqué ce matin par une « invasion numérique » par les télégrévistes d'une réunion du Comité social économique qui se tenait en visioconf.

Une réduction d'effectifs programmée en deux volets

Selon le syndicat, la perte d'effectifs est programmée en deux temps : un plan de suppression de 1.250 postes avant l'été, suivi du transfert au 1^{er} septembre d'environ 1.000 salariés dans une nouvelle société créée pour l'occasion. Il ne resterait alors en 2022 que la moitié des 5.000 salariés actifs actuels (10.000 en 2011 soit -75% en l'espace de dix ans).

La CGT distingue ainsi deux volets dans la réduction d'effectifs en cours de discussion : le PSE (Plan de Sauvegarde de l'Emploi); le transfert des activités d'infogérance (la branche GTS-IS) vers une société autonome qui ouvre sur un horizon d'incertitude pour les salariés concernés.

Volet 1 PSE : départs aidés et licenciements secs. Ce plan annoncé en novembre 2020 comporte des mesures d'aide au départ volontaire complétées par des départs contraints. Les multiples réunions d'échanges avec les syndicats n'ont fait bouger qu'à la marge la direction assure le syndicat. Elle a fermé le dialogue social avec l'intersyndicale (CGT, UNSA, CFE-CGC, CFDT, CFTC) qui n'a de cesse d'exiger la suppression des licenciements secs inclus dans le PSE.

Volet 2 NewCo / Kyndryl : transferts contraints hors d'IBM dans une société low-cost précédemment appelée NewCo et qui vient d'être rebaptisée Kyndryl. Cette société autonome reprendrait les services gérés d'infrastructures informatiques de grandes entreprises. Pour les " survivants " du volet 1, la direction IBM prévoit de transférer environ 1.000 salariés au 1er septembre dans une entreprise créée pour l'occasion et dont l'actionnariat serait à très court terme " totalement indépendant d'IBM ".

Appel à la première grève numérique en télétravail

"Ce transfert forcé se heurte à l'hostilité générale des salariés qui le considèrent comme un prélude à des licenciements massifs externalisés", souligne la CGT. "La pérennité de la société est loin d'être assurée en raison de la défiance des sociétés clientes qui se sentent trahies par l'annonce d'IBM d'abandonner ce secteur d'activité. La scission met en péril l'avenir des deux sociétés et de leurs salariés". Le syndicat souligne que les experts missionnés par le CSE Central sur le PSE sont venus confirmer l'analyse de l'intersyndicale estimant que la situation économique d'IBM France ne justifie pas un PSE de cette envergure et que la situation économique d'IBM Corp est saine, malgré la pandémie.

Pour les syndicats, reste aussi un problème : comment réagir alors qu'avec le confinement et le recours au télétravail (sur la Côte d'Azur pas loin de 99% des IBMers travaillent actuellement à distance) ne permet pas de rassembler physiquement les salariés ? La CGT a aussi cherché à jouer le digital, un univers que les salariés d'IBM connaissent évidemment bien. *"Chaque jeudi nous organisons une assemblée générale en numérique sur Zoom avec délestage sur Twitch qui réunit de 300 à 400 salariés et vendredi, nous allons plus loin : nous appelons les salariés connectés à pointer en mode grève",* explique José Sainz, délégué syndical CGT. *"En pleine pandémie, cela fait partie des nouveaux moyens d'action, alors que tous les sites d'IBM sont vides et que la direction profite de cette dispersion des salariés pour rester intransigeante".*

Les "télégrévistes" tentent une "invasion numérique" de la réunion du CSE

Illustration des nouvelles actions syndicales dans le monde du numérique : la "télégrève", grève numérique lancée ce matin par la CGT d'IBM France pour protester contre les importantes suppressions de postes, a été assortie d'une tentative d'"invasion numérique" dans la réunion WebEx du CSE (Comité social économique) qui se déroulait ce matin. Une autre première syndicale dans le nouveau monde du travail digital.

José Sainz, délégué syndical CGT, a ainsi rapporté à l'AFP que ce vendredi matin, certains des 80 salariés en télégrève ont envahi la plateforme WebEx en *"se connectant de manière intempestive"* cela avant de se voir l'accès coupé par le directeur des relations sociales. *"A quand les CRS numériques"* a ajouté ironiquement José Sainz.

Plan social annoncé à IBM : la CGT du site de Nice annonce des "actions à venir"



Le calendrier se précise... et les salariés d'IBM apprécient peu "le drôle de cadeau de Noël" que leur fait la direction de ce qui fut le géant américain du logiciel et du matériel informatique qui cherche aujourd'hui à rebondir.

Mercredi se tient le premier CSE central - Comité social d'entreprise - où seront présentés les documents du PSE 2020-2021 - Plan social d'entreprise - qui serviront aux négociations des conditions de départ "de 1.251 salariés, soit 26% de l'effectif", indique la CGT d'IBM.

Qui précise qu'en plus des départs volontaires, "la direction n'exclut pas des licenciements". Un vrai coup de massue pour des salariés pourtant habitués aux turpitudes de leur boîte.

Le plan social massif annoncé en novembre par le groupe américain devrait toucher quelque 10.000 emplois en Europe. En France, le nombre de salariés chuterait à 3.000.

Selon les estimations de la CGT, entre 100 et 150 personnes seraient concernés dans les Alpes-Maritimes qui compte deux sites, l'un à Sophia, l'autre à Nice, dans la Plaine du Var.

"Et ce plan social n'est qu'un début", lance le syndicat. Après cette restructuration, la CGT assure qu'"IBM France prévoit de se scinder en 2 entreprises distinctes IBM et une nouvelle société "Newco" où entre 700 et 1.000 salariés seraient transférés. À fin 2021, la baisse de l'effectif devrait être d'au moins 40% probablement. Il s'agit là de la plus grande opération de suppressions d'emplois connue chez IBM France".

Les syndicalistes détaillent : *"IBM se concentrera sur les activités Intelligence Artificielle et Cloud. La "NewCo" serait totalement indépendante d'IBM France et reprendrait les activités traditionnelles d'infogérance dont IBM veut se séparer."* Pour eux, *"rien ne garantit la pérennité de ces 2 entreprises"*.

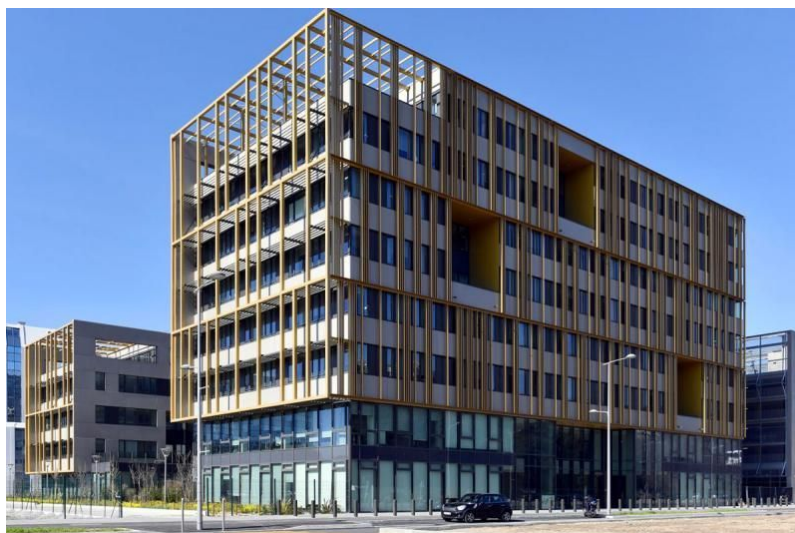
La CGT a organisé la semaine dernière sur Nice une assemblée générale virtuelle de salariés.

"Les 57 participants ont pu exprimer leurs inquiétudes, leur colère. Tous craignent des jours difficiles et une forte dégradation de leurs conditions de travail", indiquent les représentants syndicaux qui n'entendent pas rester sans rien faire. La CGT annonce d'ores et déjà *"différentes actions avec les salariés IBM"* et une nouvelle AG virtuelle le lendemain du CSE central.

Plan social IBM : les salariés en grève contre les suppressions de postes

Mercredi 14 avril 2021 à 12h02

Dans les Alpes-Maritimes, ce sont plus de 150 postes qui sont concernés sur les secteurs de Nice et Sophia Antipolis.

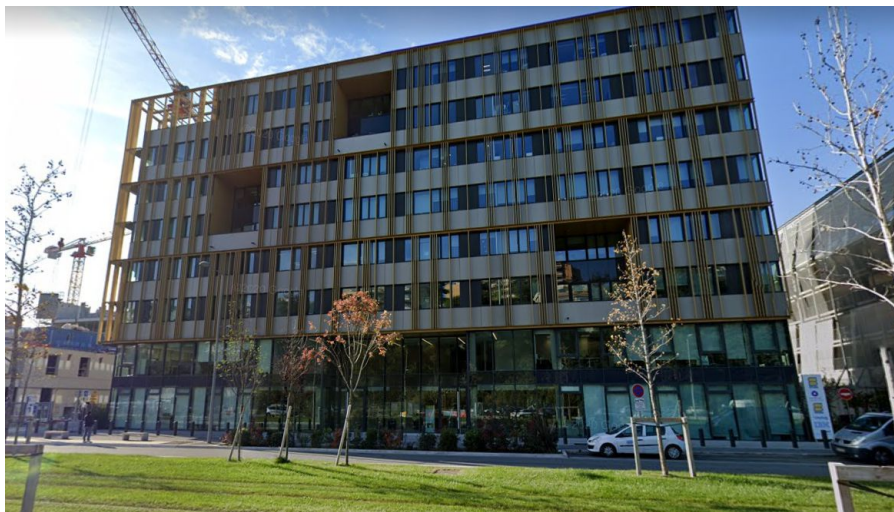


L'immeuble The Crown, siège d'IBM à Nice © Artea

En novembre dernier, le groupe annonçait [la suppression d'environ la moitié de ses effectifs français](#) d'ici 2021. Dans les Alpes-Maritimes, ce sont plus de 150 postes qui sont concernés, principalement localisés sur les secteurs de Nice et Sophia Antipolis. Mais pour les salariés, la situation économique d'IBM France «*ne justifie pas un PSE de cette envergure*». Face à cette vague de licenciements jugée «*incompréhensible*» et «*injustifiée*», la CGT IBM France organise une journée d'action ce vendredi 16 avril, avec appel à la première grève numérique en télétravail.

La perte d'effectifs est programmée en deux temps : un plan de suppression de 1.250 postes avant l'été, suivi du transfert au 1^{er} septembre d'environ 1.000 salariés dans une nouvelle société *NewCo* créée pour l'occasion, et dont on ne connaît pas encore les détails. Il ne restera en 2022 que la moitié des 5.000 salariés actifs actuels (soit -75%). «*Il s'agit là de la plus grande opération de suppressions d'emplois connue chez IBM France*», alerte le syndicat.

Une télégrève chez IBM France va toucher les sites de Nice et Sophia-Antipolis



Les salariés d'IBM France sont appelés à faire une télégrève ce 16 avril 2021. Les sites de Nice et Sophia-Antipolis (Alpes-Maritimes) en font partie.

Par Marylène lapichino, publié le 16 avril 2021 à 7:22

C'est une grève adaptée à la situation sanitaire, une **télégrève**, pour prendre en compte le nombre important de salariés en télétravail.

Vendredi 16 avril 2021, les syndicats du groupe **IBM France**, une entreprise de services informatiques, appellent les salariés à cesser leur activité de 9h à 12h, une assemblée générale se tiendra alors sur zoom.

Les sites de Nice et Sophia-Antipolis (Alpes-Maritimes) participent au mouvement.

Des licenciements contraints

Une grève qui intervient après des **tentatives de négociation avec la direction** concernant le **Plan de sauvegarde de l'emploi (PSE)** et le **transfert de l'activité d'infogérance** vers une nouvelle filiale, les deux suscitant de nombreuses inquiétudes chez les syndicats.

« La direction n'a pas répondu sur le fond », explique **Frédéric Roussel**, représentant syndical CGT au Comité économique et social central d'IBM France qui travaille dans l'infogérance à Nice, **25% des effectifs sont appelés à être supprimés**, du jamais vu chez IBM. »

Une situation contre laquelle tous les syndicats que composent l'entreprise se sont levés, d'autant plus que le plan prévoit des licenciements contraints « alors que nous aimerions passer vers un plan de départ volontaire » poursuit Frédéric Roussel.

Plus de cent postes menacés à Nice et Sophia-Antipolis

Selon eux, ce plan de sauvegarde de l'emploi n'est même pas justifié par la situation économique de l'entreprise. Des propos qu'ils appuient par le **rapport d'expertise** sur le PSE d'IBM réalisé par un cabinet d'expertise missionné par le comité économique et social central qui conclue que « la sauvegarde de la compétitivité ne peut être invoquée pour justifier un plan d'une telle ampleur. La réorganisation vise essentiellement à conserver les marges en améliorant la profitabilité. »

Une centaine de postes sur les 400 du site de Nice seraient menacés ainsi que **35 des 130** du site de Sophia-Antipolis. Au niveau national se sont **1 251 postes sur 5 000 qui sont voués à être supprimés.**

L'infogérance confié à une filiale

Des suppressions de poste auxquelles s'ajoutent le transfert de l'une des activités de la boîte, l'infogérance (les opérations courantes des données pour les clients), vers une nouvelle entreprise qui sera créée, une filiale qui à terme devrait devenir indépendante.

« Pour les salariés concernés, nous avons simplement l'impression que c'est un plan de licenciement déguisé, ajoute Frédéric Roussel inquiet, le PSE ajouté à ce transfert d'activité, c'est **la moitié de l'effectif total d'IBM France qui disparaît avant la fin de l'année.** »

À Nice, 160 personnes font partie de l'activité infogérance, 1 300 au niveau de la France.

La mise en œuvre du PSE aurait dû débiter le 19 avril 2021, elle a été repoussée au mai pour se terminer fin août. Le transfert quant à lui devrait avoir lieu début septembre.

Hauts-de-Seine. 625 postes en passe d'être supprimés dans une entreprise de Bois-Colombes

Un mouvement de grève particulier a été mené chez IBM, dont le siège est situé à Bois-Colombes (Hauts-de-Seine), vendredi 16 avril 2021. 625 emplois sont menacés de suppression.



IBM prévoit la suppression de 625 postes à Bois-Colombes (Hauts-de-Seine).

Par [Maxime Gil](#) - publié le 17 avril 2021 à 7h16

C'est un vaste « Plan de sauvegarde de l'emploi » (PSE) qui ne passe pas auprès des salariés. Alors, dans un contexte de télétravail, c'est une... télégrève qui a été menée vendredi 16 avril 2021 chez IBM, dont le siège est situé à Bois-Colombes (Hauts-de-Seine). Une forme de contestation adaptée au contexte actuel alors que l'entreprise prévoit de se séparer de 1250 salariés dans tout l'Hexagone. La moitié concerne le siège social de l'entreprise.

Un quart des effectifs touché

Si les banderoles et les mégaphones sont restés dans les cartons, le mouvement de grève s'est organisé autour de deux actions : se signaler en grève en interne, auprès de son manager, et faire une intrusion lors d'une visioconférence du Conseil social et économique central de la direction. Si 90 personnes sont parvenues à se connecter, elles ont été sorties par les dirigeants de ce spécialiste de l'informatique, qui ont mis en avant le manque d'identification des participants.

« Nous avons décidé de faire une télégrève pour montrer que le personnel est mobilisé pour contrer les licenciements contraints » explique Frédéric Roussel, représentant Syndical CGT au Comité Economique et Social Central d'IBM France.

À Bois-Colombes, où travaillent 2500 des 5000 salariés français de la société, « le PSE se traduirait par le départ effectif de 625 salariés en mesures de fin de carrière ou de départs volontaires. Et s'il n'y a pas assez de volontaires, des départs en licenciements contraints. » Mais toutes les organisations syndicales refusent cette éventualité. Alors qu'il devait être mis en œuvre à compter du lundi 19 avril 2021, le PSE devrait débuter au mois de mai et courir jusqu'à fin août.

"Avec le télétravail, une grève numérique est une alternative intéressante" (CGT-IBM)

Benjamin d'Alguerre , publié le : 20 avril 2021

Le 16 avril, à l'appel de la CGT, une centaine de salariés d'IBM ont mené pour la première fois dans l'histoire sociale une « grève numérique » pour protester contre le projet de PSE du groupe. Une première en France. Rencontre avec José Sainz, délégué syndical central-adjoint CGT d'IBM.



Qu'est-ce qui vous a conduit à appeler à cette « télé-grève » ou « grève numérique » ?

José Sainz : Actuellement, près de la moitié des 5.000 emplois d'IBM France sont menacés par les projets de restructuration de la direction internationale du groupe. En premier lieu, par un PSE qui concernera 1.251 salariés du groupe et comprendra un volet d'environ 250 à 300 licenciements secs, et dans un second temps par l'externalisation de toute l'activité d'infogérance du groupe (soit environ 1.000 salariés) au sein d'une future entreprise créée à cette intention, Kyndryl. Une entreprise low cost qui couvrira les salariés qui y seront transférés sous la convention collective des bureaux d'études (Syntec) plutôt que sous celle, bien plus avantageuse, de la métallurgie comme c'est le cas historiquement pour les salariés d'IBM. Cela s'inscrit dans une restructuration mondiale du groupe qui pourrait impliquer jusqu'à 10.000 suppressions d'emplois en Europe. Concernant le premier volet, le PSE, la direction d'IBM a mis en place une série de mesures de départs volontaires ou de retraites anticipées... mais a aussi planifié des licenciements secs. Or, les experts mandatés par le CSE pour étudier le projet de PSE sont formels : la situation économique d'IBM ne justifie pas ces licenciements économiques. Par ailleurs, l'Inspection du Travail qui s'est penchée sur le projet le considère à ce stade comme « non homologable » étant donné qu'il ne respecte pas la réglementation en matière de catégories socioprofessionnelles et de reconversions internes. À ce stade, la négociation est bloquée, la direction d'IBM préférant faire du lobbying auprès du ministère du Travail pour faire passer son PSE en force. Quant au second volet du plan, le transfert de salariés vers Kyndryl, outre son moins-disant social pour les salariés qui passeront d'une convention collective à une autre moins avantageuse, il nous paraît dangereux car Kyndryl a tout d'une coquille vide propice à de futurs licenciements.

Comment l'idée de la « télé-grève » vous est-elle venue ?

J. S. : Cette grève numérique est une initiative de la seule CGT. Nous avons pris l'habitude depuis quelques semaines de réunir des assemblées générales virtuelles tous les jeudis à 13h en visioconférence avec les salariés intéressés. En moyenne, ces AG regroupent entre 200 et 300 salariés. Nous savions qu'une réunion du CSE central consacrée au PSE devait se tenir le 16 avril dernier sur la plateforme Webex. Nous avons donc organisé cette « grève numérique ». À 9h43 très précisément, une centaine de salariés mécontents se sont connectés à Webex pour perturber la session du CSE, obligeant les participants à se déconnecter. C'était une véritable invasion numérique !

Comptez-vous reproduire cette « télé-grève » à l'avenir ?

J. S. : Tant que 95 % environ des salariés d'IBM seront en télétravail, il s'agira d'une alternative intéressante à la distribution de tracts ou aux mouvements sociaux qui ne peuvent être organisés en situation de confinement. Nous organisons une nouvelle AG le 22 avril et nous déciderons avec les salariés présents si ce mode d'action doit être reconduit.



Une centaine de salariés a répondu à l'appel à la grève d'une visio-conférence, entre 9h et 12h, pour protester contre un nouveau Plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) décidé en novembre 2020 par le géant historique de l'informatique. Plusieurs syndicats s'inquiètent des conséquences sociales de ce plan.

Plus d'une centaine de salariés d'IBM se sont déclarés en grève, vendredi 16 avril 2021, en ne participant pas à une visio-conférence que l'entreprise organisait avec le comité social et économique central (CSE) pour tenter de trouver un terrain d'entente sur le plan de sauvegarde de l'emploi décidé par IBM en novembre dernier. Beaucoup se sont retrouvés sur Zoom et Twitch lors d'une contre-réunion organisée par la CGT.

Depuis plusieurs mois, l'intersyndicale proteste contre un plan de suppression d'emplois de 1251 postes ainsi que le transfert de 1300 postes vers une nouvelle société, appelée Kyndryl. Ces suppressions représenteraient 50 % du total des effectifs d'IBM France, pointe du doigt la CGT IBM France dans un communiqué de presse du 14 avril.

« *En 20 ans de carrière chez IBM, je n'ai jamais vu ça* », a confié Serge Kerloch, délégué syndical chez IBM France auprès de *L'Informaticien* et pour qui la télégrève a permis de « *briser la glace* » et de dénoncer une direction « *rigide, autoritaire et intolérante* ». Face au succès de cette grève digitale, Serge Kerloch envisage de la pérenniser et de l'ajouter en complément des prochaines manifestations physiques de la CGT.

Flou sur Kyndryl

La CGC et la CGT plaident pour une requalification des suppressions de postes en départ à la retraite anticipée. Quant à Kyndryl, le manque de visibilité sur la pertinence du modèle économique de l'entreprise inquiète et fait craindre à la CGT une manœuvre d'IBM pour avoir recours à des « *licenciements déguisés ou par procuration* », avance Serge Kerloch.

Car IBM aurait pour ambition de céder à Kyndryl une activité d'infogérance. Aucune garantie sur les logiciels, les brevets d'utilisation ou sur les coûts d'achat des logiciels n'ont été apportés après des demandes répétées, a indiqué Frank Setruk, délégué syndical central CFE-CGC à *L'Informaticien*.

« *Suivant le niveau des prix des logiciels, Kyndryl ne pourra pas tenir. Et tous les clients vont partir* », explique Frank Setruk pour lequel la viabilité économique de l'entreprise paraît impossible.

Désordre social

Pour l'heure, la Direction régionale interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DRIEETS) aurait constaté plusieurs éléments rendant impossible la non-homologation du PSE, selon Frank Setruk. Serge Kerloch préfère se fixer sur un autre calendrier, celui du 7 mai, date officielle à laquelle le ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion tranchera.

En attendant, Serge Kerloch s'inquiète. Le ministère de l'Intérieur aussi a tenu à l'appeler pour lui faire part de son inquiétude face à ce « *désordre social* ».

« *Quand on reçoit sa lettre [de licenciement], je peux vous dire que cela fait un trou au ventre.* » Il sait de quoi il parle. Il a été licencié le 15 décembre 2016, à l'issue d'un précédent PSE de l'entreprise. Le lendemain, l'un des deux tribunaux administratifs de Paris annulait le plan de sauvegarde de l'emploi, confirmé ensuite en appel auprès du Tribunal de Versailles, le 9 mai 2017. « *Je n'ai pas dormi de la nuit.* »

Serge Kerloch a encore en mémoire le décès d'un employé d'IBM en 2008, mort d'une crise cardiaque dans la nuit du 2 au 3 janvier. « *Je ne sais pas comment j'ai fait pour tenir 20 ans.* »



Communistes libertaires de la CGT



IBM France : en grève contre la suppression de 50% des postes

mercredi 14 avril 2021

Nous recevons de la CGT-IBM cette demande d'annonce d'un mouvement de grève. Notre blog n'est pas calibré pour annoncer toutes les grèves menées par les camarades à travers les territoires et les professions. C'est l'annonce d'une AG des salariés, en visio-conférence, qui nous décide de publier ce communiqué. Parce que même en pandémie, la démocratie ouvrière reste possible et indispensable ! En souhaitant plein au succès aux camarades :

La CGT IBM France organise une journée d'action le vendredi 16 avril 2021, avec appel à la première grève numérique en télétravail, pour protester contre les licenciements secs et l'externalisation d'environ 1300 salariés dans une nouvelle entreprise « NewCo » baptisée Kyndryl.

La perte d'effectifs est programmée en deux temps : un plan de suppression de 1250 postes avant l'été, suivi du transfert au 01/09 d'environ 1000 salariés dans une nouvelle société créée pour l'occasion. Il ne restera en 2022 que la moitié des 5000 salariés actifs actuels (10000 en 2011 soit -75%).

Volet 1 PSE : départs aidés et licenciements secs

Ce plan annoncé en novembre 2020 comporte des mesures d'aide au départ volontaire complétées par des départs contraints. Les multiples réunions d'échanges avec les syndicats n'ont fait bouger la direction qu'à la marge. Elle a fermé le dialogue social avec l'intersyndicale (CGT, UNSA, CFE-CGC, CFDT, CFTC) qui n'a de cesse d'exiger la suppression des licenciements secs inclus dans le PSE.

Volet 2 NewCo / Kyndryl : transferts contraints hors d'IBM dans une société low-cost

Pour les « survivants » du volet 1, la direction IBM prévoit de transférer environ 1000 salariés au 1^{er} septembre dans une entreprise créée pour l'occasion et dont l'actionnariat serait à très court terme « totalement indépendant d'IBM ». Ce transfert forcé se heurte à l'hostilité générale des salariés qui le considèrent comme un prélude à des licenciements massifs externalisés. La pérennité de la société est loin d'être assurée en raison de la défiance des sociétés clientes qui se sentent trahies par l'annonce d'IBM d'abandonner ce secteur d'activité. La scission met en péril l'avenir des deux sociétés et de leurs salariés.

Les experts missionnés par le CSE Central sur le PSE confirment l'analyse de l'intersyndicale :

- La situation économique d'IBM France ne justifie pas un PSE de cette envergure, PSE qu'IBM peut par ailleurs financer entièrement sous forme de départs volontaires comme d'autres groupes internationaux s'y sont engagés.
- La situation économique d'IBM Corp. est saine, malgré la pandémie actuelle de Covid-19.

Ces projets IBM dit « de transformation » pénaliseront aussi la collectivité nationale :

- Augmentation du nombre de demandeurs d'emplois, notamment dans les Régions, où tous les sites sont menacés.
- Perte de compétences dans des domaines sensibles du Numérique, les emplois supprimés en France étant délocalisés en Inde et dans des filiales low-cost rattachées à des paradis fiscaux.

Les salariés, réunis chaque semaine en Assemblée Générale en visioconférence par la CGT IBM, se mettent en grève ce vendredi 16 avril matin. Ils exigent de la direction d'IBM qu'elle abandonne sa position dogmatique sur les licenciements secs dans le cadre du PSE et sur le transfert contraint des salariés à NewCo / Kyndryl.



Télégrève chez IBM

Publié le 19 avril 2021 par Etienne Dhuit

Les salariés d'IBM France se sont mis en grève vendredi 16 avril pour protester contre les suppressions d'emplois et la scission des activités décidées par la direction du groupe. Le personnel révolté s'est rassemblé en ligne, sur des plateformes telles que Zoom et Twitch.

Le géant américain de l'informatique compte réduire de moitié ses postes en France, par deux procédés successifs. Il souhaite d'abord en supprimer 1200 grâce à un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE), puis en transférer 1 300 vers la société dérivée Kyndryl, qu'il compte créer.

Suppressions injustifiées

Les salariés d'IBM France se sont donc réunis en masse sur Zoom dès 9 heures vendredi matin, pour protester contre une suppression injustifiée et dangereuse. « *En plus d'être injustifié, ce plan social met en danger la compagnie, en s'attaquant à des secteurs critiques, comme les commerciaux, dont l'effectif va fondre de 30 %* », assure la CGT IBM, qui dénonce également les menaces proférées par le groupe.

En effet, IBM assure qu'il y aura des licenciements secs si le PSE n'est pas mis en place. « *C'est la menace que fait planer la direction, s'il n'y a pas 1 200 départs en préretraite ou volontaires*, explique la CGT. *Mais, vu la pyramide des âges chez IBM, il y a beaucoup de quinquagénaires, encore loin de la retraite, il y aura certainement des licenciements secs. Et se retrouver mis à la porte à 50 ans, cela fait très peur.* »

Scission remise en cause

La scission est également pointée du doigt, car par ce procédé, les salariés déplacés passeront de la convention collective de la métallurgie à la Fédération Syntec, bien moins protectrice.

« *Mais ce qui nous inquiète le plus est la viabilité de l'entreprise. Les clients qui ont fait le choix de payer les tarifs IBM pour confier la gestion de l'ensemble de leurs services informatiques à IBM vont-ils continuer de le faire avec Kyndryl, entreprise qui n'existe même pas encore ? rappelle la CGT. Certains clients ont déjà fait part de leur mécontentement, voire de leur désaccord ferme. Vu comment c'est parti, on ne donne pas deux ou trois ans à cette nouvelle société.* »

Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

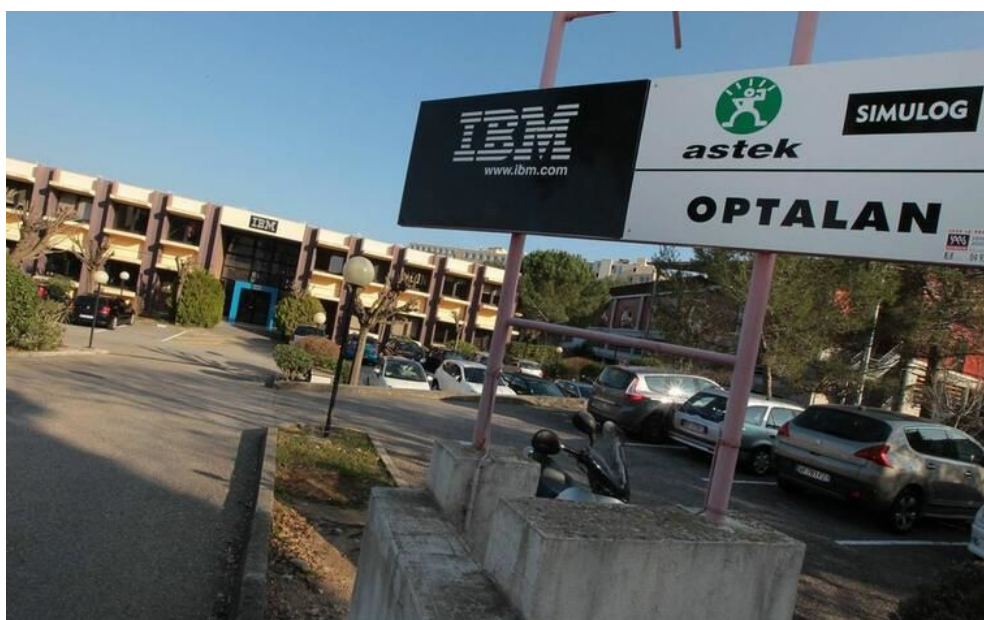
lutte
ouvrière
UNION COMMUNISTE (trotskyste)



La lutte de classe n'est pas que virtuelle

Brève

20/04/2021



Des salariés en télétravail d'IBM se sont mis en télégrève vendredi 16 avril à l'appel de la CGT et ont réussi à envahir une réunion en visioconférence du CSE. Ils dénoncent la suppression de 1 200 postes et le transfert de 1 400 autres vers une nouvelle société.

Les salariés ont organisé des assemblées générales virtuelles et vérifié qu'une intrusion collective virtuelle du CSE était réalisable. Même séparés par le télétravail et isolés chez eux, la force des télétravailleurs reste l'organisation collective !

Grève numérique chez IBM-France contre le PSE



Publié le 26 avril 2021

Alors que 90% des salariés sont en télétravail, le syndicat CGT appelait, vendredi 16 avril, à une journée de grève et de mobilisation pour s'opposer au plan de suppressions d'emplois et de réorganisation des activités.

L'inventeur de l'ordinateur personnel, il y a 40 ans, le groupe IBM, a présenté en novembre dernier, pour « s'adapter » au marché, un plan de 1251 suppressions de poste accompagné d'une scission de la branche infogérance dont les marges (de 40%) ne sont pas suffisantes pour la direction. L'ampleur du plan est incompréhensible pour la CGT alors que l'entreprise se porte bien.

Une stratégie au service des actionnaires

Les différents travaux de l'expertise confirment l'appréciation syndicale. En conservant l'activité autour de l'intelligence artificielle, très rentable, et en se séparant du secteur aux entreprises, moins rentable, la direction répond d'abord aux exigences des actionnaires.

Pour la CGT, ce plan est non seulement injustifié mais il va fragiliser l'avenir de l'entreprise. En effet, outre la perte de compétences même pour le développement du Cloud, le plan prévoit de nombreuses suppressions d'emplois chez les commerciaux.

De plus, l'abandon de la branche infogérance est aussi une aberration pour la CGT car cette activité est une porte d'entrée pour aller chercher les clients. Cette décision est d'autant plus aberrante que de nombreux clients d'infogérance souhaitent rester chez IBM.

Une activité syndicale confinée mais pas muselée

Malgré la situation sanitaire, avec une large majorité de salariés en télétravail, la CGT est restée à l'offensive. Le défi est majeur alors que la direction interdit aux syndicats l'utilisation du courrier électronique de l'entreprise.

Mais le syndicat CGT avait anticipé en recueillant les courriels personnels des salariés sympathisants qui souhaitaient être informés des négociations. En proposant d'élargir à leurs collègues, le cercle s'agrandit au fur et à mesure.

Aussi, depuis plusieurs mois, après chaque CSE, la CGT organise une assemblée générale virtuelle pour présenter les échanges avec la direction et les démarches de la CGT. Regroupant une petite trentaine de salariés au départ, les AG virtuelles ont réunis jusqu'à 300 participants.

Télé-grève

Cette forme d'activité syndicale a pris un nouveau tournant, le 16 avril dernier. Lors du CSE, pour une consultation finale, la CGT a lancé un appel à la grève et à l'envahir virtuellement.

Cette démonstration de rapport de forces appuyait la démarche syndicale au sein du CSE alors que la DRIETS (ex DIRECCTE) demande des modifications du PSE.

Après cette mobilisation qui a redonné confiance, l'intersyndicale a organisé, dans la foulée, une première AG ouverte à l'ensemble des salariés pour proposer de nouvelles actions pour obtenir des réponses de la direction et des ministères de l'économie et du travail.